

Mais ce petit déficit a été à peu près compensé par l'augmentation du revenu du fer juillet 1896 au 30 septembre 1896. Le revenu de l'année précédente s'est élevé à \$8,610,564, et du 1er juillet au 1er septembre 1896, il était de \$8,846,208, accusant une augmentation de \$235,644, ou presque assez pour combler le déficit à la fin de l'année.

Les honorables membres de la droite peuvent dire : — Oui, mais nous étions au pouvoir. C'est vrai, mais leur arrivée au pouvoir n'avait encore eu aucun résultat, parce que le revenu provient des droits de douane, et les achats de marchandises avaient déjà été faits, de sorte que cette augmentation de revenu était due aux affaires faites avant leur arrivée au pouvoir.

Considérons maintenant le commencement de la période qui, depuis leur arrivée au pouvoir, a eu quelque effet sur le revenu, et que voyons-nous ? Pendant les cinq mois compris entre octobre 1895 et le 28 février 1896, le revenu était de \$15,260,598. Le revenu pendant la même période après leur arrivée au pouvoir, est tombé à \$14,225,340, soit une diminution de \$1,035,258, une baisse remarquable jusqu'à la dernière période pour laquelle nous pouvons calculer le revenu. Or, M. l'Orateur, que dirons-nous des dépenses ? Qu'a fait ce gouvernement économe au sujet des dépenses faites pendant la période correspondante, dans le cours de laquelle la diminution du revenu prenait des proportions passablement alarmantes. Les dépenses du 1er juillet 1895 au 1er septembre 1895 ont été de \$5,537,627. Les dépenses durant la même période, en 1896, ont été de \$4,662,321, soit une diminution de dépenses en 1896, durant cette période par comparaison avec celle de 1895, de \$875,276. Alors les dépenses d'octobre 1895 au vingt de février 1896 ont été de \$15,840,246.

Les dépenses durant la même période, d'octobre 1896 à février 1897, les cinq mois dont le gouvernement actuel est immédiatement responsable, ont été de \$17,600,495, soit une augmentation de \$1,760,249, en d'autres termes pendant les premiers trois mois de l'exercice le revenu a augmenté de \$235,644 et les dépenses ont diminué de \$875,276, tandis que durant les cinq derniers mois de l'exercice, le revenu a diminué de \$1,035,258 et les dépenses ont augmenté de \$1,760,249. Ainsi, en faisant un calcul modéré, cette Chambre se trouve en face d'un déficit dans la première année de l'administration de ce gouvernement, d'au moins trois millions de dollars. C'est la preuve que les honorables membres de la droite ont donné de leur empressement à remplir, au pouvoir, les promesses qu'ils ont faites au pays lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Je ne pourrais pas donner une preuve plus frappante du contraste qui existe entre les déclarations libérales et leur mise en pratique que la manière dont ils ont jeté à tous les vents, aussitôt arrivés au pouvoir, toutes les promesses d'économie en adoptant une conduite tout à fait contraire à ces engagements.

Et, je demanderai à la Chambre si elle ne se rappelle pas que pendant de longues années, l'ancien gouvernement n'a pas été accusé d'accorder des entreprises publiques par soumissions privées. Je vous demanderai s'il y a un sujet, sur lequel les chefs du parti libéral se sont plus souvent, et plus clairement prononcés que celui-là. Vous cherchiez en vain dans les annales des gouvernements libéraux-conservateurs du passé, dans ce pays, quelque chose qui ressemble à la violation du principe des soumissions publiques, violation qui a marqué

Sir CHARLES TUPPER.

l'administration du présent gouvernement, et lorsque les documents seront déposés sur le bureau de la Chambre, je crois que cela sera amplement prouvé.

Puis, ce pays a retenti de dénonciations, qu'ils ont fait entendre au sujet des destitutions de fonctionnaires du service public. Les journaux de la Chambre montrent que l'honorable premier ministre, lorsqu'il avait son siège de ce côté-ci, a demandé à ses partisans de l'appuyer dans ses dénonciations au sujet du renvoi d'un employé de cette Chambre, qui avait grossièrement insulté dans une assemblée publique, un membre du gouvernement, le lieutenant-gouverneur actuel de la province de Québec (sir Adolphe Chapeau). Mais aujourd'hui, les destitutions sont si nombreuses, que le pays retentit des clamours qu'elles soulèvent. Des fonctionnaires sont destitués, supérieurs ou inférieurs et sans considérer leurs états de service. Tout ce qu'il faut, c'est la demande bruyante d'un chercheur de place affamé pour amener le gouvernement à chasser les meilleurs, les plus dévoués, les plus intelligents, et les plus respectables des employés du service public du pays. Le ministre des Chemins de fer et Canaux (M. Blair), immédiatement avant la fin de la dernière session et lorsque je ne pouvais pas parler sur le sujet, a lu une lettre par laquelle le gouvernement proposait de s'excuser. Il avait trouvé durant la longue période de 18 ans, un seul cas où j'avais destitué un employé du chemin de fer Intercolonial ; et cette merveille qu'il avait découvert, il l'a offerte à l'admiration de ses partisans. Enfin, voici un cas où le ministre des Chemins de fer (sir Charles Tupper) a réellement renvoyé un employé de chemin de fer, pour avoir pris une part trop active et trop manifeste à une élection. J'ai eu l'occasion d'examiner cette affaire, et je suis prêt à prouver à la Chambre que celui qui a été démis alors, l'a été pour avoir eu réellement recours à la force physique dans une assemblée publique, pour appuyer ses opinions politiques et je crois que c'est là une preuve aussi forte que possible de ce que vous appelez un acte de partisan agressif. Ainsi je fais présent à l'honorable monsieur de ce cas, et je désirerais qu'il pût dire qu'il s'est abstenu de faire des destitutions d'employés publics autant que je l'ai fait lorsque j'occupais la position qu'il occupe maintenant.

Mais je parlais de l'honorable ministre de la Marine et des Pêcheries (M. Davies), car c'est un homme très courageux. Je le dis à son honneur. Il est toujours prêt à se lever pour défendre ses opinions avec beaucoup de force et d'énergie. Mais de tous les actes de bravoure et d'audace que l'honorable ministre a jamais accompli durant sa carrière publique, je crois que le défi, contenu dans la partie de son discours à Aylmer, que je viens de lire est le plus audacieux.

Je crois que nous pourrions abrégier le débat sur le contraste entre les promesses du parti libéral et leur application, si l'honorable ministre voulait se lever et dire qu'une seule des promesses faites par le parti libéral pendant qu'il était dans l'opposition a été remplie. J'ai cherché de tous les côtés, j'ai examiné avec beaucoup de soin leur passé, et il m'est impossible de trouver un seul exemple où leurs actes n'ont pas été diamétralement opposés à leurs promesses.

J'ai cité des cas de destitutions. La Chambre appréciera cela lorsque je ferai connaître un fait au sujet duquel, à mon avis, le gouvernement s'est rendu coupable d'une des plus grandes injustices